

ligne de production, il faut s'attendre à un certain volume de pertes qu'il faut amortir. Je refuse d'amortir le prix d'un être humain.

Si une personne peut recevoir une autre formation, si on peut la recycler, ou améliorer son sort, il faudrait concentrer tous nos efforts pour atteindre ce but, au lieu de lui verser une pension. Les vieillards ou les malades devraient toucher une pension, personne n'est contre cela. Toutefois, pour ceux qui pourraient faire partie de l'effectif ouvrier, il faudrait trouver des emplois. La situation fait penser à la maternité, qui peut susciter une grande joie et être une bénédiction, mais aussi, un malheur. Trop de maternités peuvent entraîner le malheur.

Il nous faut être prudents avec tous ces programmes. Il y a des choses que je n'aurais peut-être pas dites il y a 20 ans, quand nous vivions dans une société orientée vers le travail. Nous avons une forte tradition calviniste. Mais la situation change. Notre société n'est plus tournée vers le travail comme elle l'était autrefois. Dire qu'on peut compter sur le travail comme mobile pour dissuader les gens d'avoir recours à l'assistance sociale est moins vrai aujourd'hui qu'il y a dix ans. Et ce n'est pas mauvais. De mon temps, l'accent était trop mis sur le travail. Nous avons tendance à dire que c'était une fin en soi au lieu de le considérer comme faisant partie de l'existence.

La situation est plus délicate de nos jours. Autrefois, le travail avait un sens. On tirait orgueil et satisfaction d'un travail créateur. Cela devient de plus en plus difficile dans notre société moderne où l'on presse des boutons ou polit des pare-chocs au fur et à mesure qu'ils passent sur la chaîne de montage. C'est franchement pénible de travailler. On n'éprouve guère de joie ni de satisfaction à rester huit heures par jour devant une chaîne de montage en travaillant au rythme des machines. De nos jours, les jeunes souhaitent avoir une occupation qui ait un sens. Qui le leur reprocherait? Ils souhaitent se livrer à une activité qui leur permette de s'exprimer. Alors qu'ils souhaitent davantage d'expression et de sens, ils les trouvent de moins en moins dans le travail. Le monde des usines offre de moins en moins à l'être humain la possibilité de se développer et de s'exprimer.

Une autre structure est en train de prendre corps au sein de notre société et nous devons en être conscients. Chaque société a ses classes, même si beaucoup préféreraient fermer les yeux sur ce fait. Traditionnellement, il y avait les ouvriers face au chef d'entreprise. Il y a eu les antagonismes religieux, les antagonismes raciaux, l'opposition des libre-échangistes et des protectionnistes et la rivalité des industries de matières premières et des fabricants de produits manufacturés. Ces groupes ont toujours existé.

Il s'est formé un autre groupe qui se superpose maintenant sur toute notre structure conventionnelle. Le premier palier de ce groupe se compose des jeunes, ceux qui fréquentent l'école et ne sont pas encore arrivés sur le marché du travail. Leur nombre augmente sans cesse; leur période de fréquentation scolaire s'allonge de plus en plus. Puis, à l'autre extrémité de l'échelle, il y a les gens âgés, qui deviennent eux aussi de plus en plus nombreux. Grâce aux progrès de la médecine et de la science, meilleures sont les chances des gens d'avoir une vie plus longue et plus agréable. Ils vivent plus longtemps.

C'est le groupe du milieu qui fait les frais des deux autres. Ce groupe diminue graduellement par rapport

[M. Saltsman.]

aux deux autres. Il y a des limites à ce que ce groupe est disposé à supporter en fait d'imposition à un moment donné. Voilà un aspect qu'il nous faut envisager. Je voudrais bien que ce groupe se charge de bon cœur de payer tout ce que nous désirons, mais il y a une contrainte. En fait, nous avons été beaucoup plus prodigues de nos ressources envers les jeunes qu'envers les vieillards.

Nos vieillards sont lésés. Il nous faut nous en occuper. Les jeunes restent aux études plus qu'il n'est nécessaire pour leur formation. On les soustrait à la population active parce que le gouvernement n'a pas su résoudre des problèmes économiques simples, comme la création d'emplois. On les garde en réserve. C'est très coûteux. On les garde à l'école au-delà de toute nécessité. Si nous disposions de toutes les ressources du monde et si les coûts et les ressources n'entraient pas en jeu, nous pourrions dire tant pis, qu'ils y restent autant qu'ils veulent. Mais si, pour les y garder, nous compromettons la situation des gens âgés, des pauvres et des malades, nous avons tort. La jeunesse a une longue vie devant elle. Les gens qui se trouvent à l'autre extrémité du spectre ne disposent que de peu de temps. Il est inutile de leur dire que nous allons résoudre le problème dans vingt ans. Ils ont droit à notre considération et à notre sympathie. Les vieillards ont droit à leur juste part de la richesse de notre société.

Nous sommes aux prises avec un très grave problème parce que nous vivons dans une société où la richesse côtoie une pauvreté indescrivable. Voilà ce qui nous fait honte. Il faut agir. Si nous décidons de passer à l'action, n'allons pas nous contenter de slogans, de belles déclarations ou de formules attrayantes, mais regardons la situation bien en face. Il nous faut développer nos ressources de façon à atteindre le plein emploi. Sinon, nous n'accomplirons pas grand-chose. Nous devons nous concentrer sur des politiques économiques saines, ce que le gouvernement n'a pas fait ces dernières années. Une fois que nous aurons formulé ces politiques, nous devons porter sur leur importance un jugement de valeur afin de venir en aide aux vieillards et aux malades qui méritent le plus notre pitié.

● (5.50 p.m.)

M. Joseph-Philippe Guay (Saint-Boniface): Monsieur l'Orateur, je voudrais d'abord relever certaines observations du député de Waterloo (M. Saltsman). Je ne crois pas qu'il faille remonter à presque trois ans, à l'arrivée au pouvoir du gouvernement actuel, pour trouver un exemple de sa sollicitude envers les vieillards pensionnés et les gagne-petit en général.

Ces derniers mois le gouvernement a présenté des mesures relatives au supplément de revenu garanti. Il a aussi augmenté les prestations de sécurité de la vieillesse, ainsi que les pensions et allocations des anciens combattants et, bien sûr, des augmentations des prestations d'assurance-chômage sont actuellement à l'étude à la Chambre. On s'apprête à apporter au régime d'allocations familiales des modifications qui devraient profiter à beaucoup de monde, et le Sénat, par l'entremise de l'un de ses comités, étudie actuellement cet aspect de la question.

[Français]

Seulement, j'aimerais aussi me référer aux observations du député de Portneuf (M. Godin). Au fait, le principe d'un revenu annuel garanti est extrêmement séduisant, et il a soulevé un intérêt considérable, particulièrement au Canada et aux États-Unis.